

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1996

Excédent de 1,3 milliard de dollars enregistré en septembre 1996

Un excédent de 1,3 milliard de dollars a été enregistré en septembre 1996, à la suite d'un déficit de 1,0 milliard de dollars en septembre 1995, ce qui représente une amélioration de 2,3 milliards de dollars au chapitre de la situation financière fédérale.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation de 1,5 milliard de dollars (13 p. 100) des recettes, à la baisse de 0,6 milliard de dollars (6,5 p. 100) des dépenses de programmes, et à la baisse de 0,2 milliard de dollars (6 p. 100) des frais de la dette publique.
- Plus de la moitié de l'excédent enregistré en septembre 1996 était imputable au calendrier des rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS). Les rentrées de la TPS en août 1996 ont été moins vigoureuses, des sommes à verser en fin de mois ayant été acquittées au début de septembre et comptabilisées dans les résultats de septembre 1996.

Déficit en baisse de 7,7 milliards de dollars entre avril et septembre 1996

Pour la période de six mois (comprise entre avril et septembre), le déficit s'est établi à 7,0 milliards de dollars, en baisse de 7,7 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (6,4 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance de l'impôt sur le revenu (9,1 p. 100), des recettes au titre des taxes et droits d'accise (7,8 p. 100) et des recettes non fiscales (11,8 p. 100), tempérée par la baisse des cotisations d'assurance-emploi (6,4 p. 100)
- Les dépenses de programmes ont diminué de 3,0 milliards de dollars (5,8 p. 100), principalement à cause des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de 0,7 milliard de dollars (3,2 p. 100), traduisant ainsi la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les compressions budgétaires effectuées par les gouvernements fédéral et provinciaux et la faiblesse soutenue de l'inflation ont favorisé la diminution des taux d'intérêt.

Comme il est indiqué dans *La mise à jour économique et financière*, les résultats enregistrés à ce jour surestiment la baisse prévue du déficit pour l'ensemble de l'année. Près de la moitié (3,5 milliards de dollars) de la réduction du déficit d'une année sur l'autre est attribuable à des facteurs spéciaux, dont certains seront inversés d'ici la fin de l'exercice. Les résultats obtenus jusqu'à présent révèlent néanmoins que l'objectif du déficit pour 1996-97, soit 24,3 milliards de dollars, sera atteint et peut-être dépassé.



La revue financière

Tableau 1

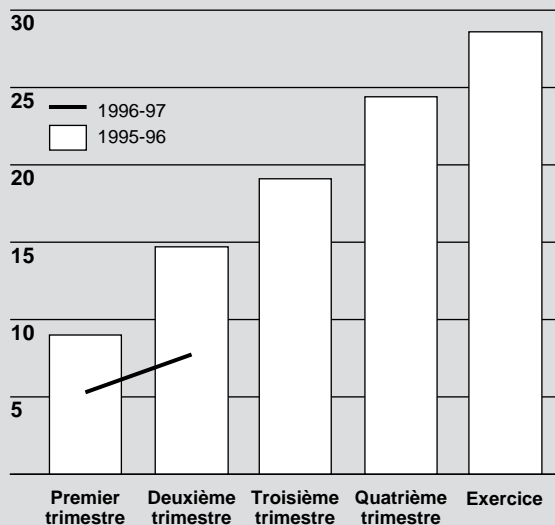
État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 657	13 176	60 683	64 574
Dépenses de programmes	-8 780	-8 213	-51 849	-48 815
Excédent de fonctionnement	2 877	4 963	8 834	15 759
Frais de la dette publique	-3 869	-3 635	-23 511	-22 763
Déficit/excédent	-992	1 328	-14 677	-7 004
Opérations non budgétaires	1 152	1 029	2 163	2 755
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	160	2 357	-12 514	-4 249
Opérations de change	2 263	-999	-3 233	580
Total des besoins financiers	2 423	1 358	-15 747	-3 669
Opérations de la dette non échue	2 033	-1 370	21 145	-650

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Le déficit fédéral 1995-96 et 1996-97

Cumul annuel
en milliards de dollars



Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril et septembre 1996 ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (6,4 p. 100) en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu (8,3 p. 100), des taxes et droits d'accise (7,8 p. 100) et des recettes non fiscales (11,8 p. 100). Par contre, les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 6,4 p. 100. Cependant, la moitié de la hausse des recettes est attribuable aux facteurs spéciaux décrits ci-dessous, qui surestiment la tendance sous-jacente des recettes budgétaires.

La moitié environ de l'augmentation des rentrées de l'impôt des particuliers est attribuable à la hausse des impôts versés à la date de production des déclarations de l'année d'imposition 1995, déduction faite des remboursements. L'échéance de production des déclarations de revenus des particuliers est en général le 30 avril. Les impôts reçus au cours de cette période influent donc sur les résultats financiers du premier trimestre. Par contre, les retenues au titre du revenu d'emploi, qui ont augmenté d'environ 2 p. 100 par rapport à l'an dernier, suivent de près l'évolution du revenu d'emploi et du travail.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		Variation en pourcentage
	1995	1996	1995-96	1996-97	
(en millions de dollars)					
(%)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 328	6 866	29 944	32 443	8.3
Impôt des sociétés	857	1 059	5 436	6 096	12.1
Autres	117	187	924	1 081	17.0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 302	8 112	36 304	39 620	9.1
Cotisations d'assurance-emploi	1 696	1 616	10 033	9 387	-6.4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 096	1 982	6 784	7 423	9.4
Droits de douane à l'importation	274	240	1 427	1 145	-19.7
Taxes de vente et d'accise	602	753	3 410	3 954	16.0
Total des taxes et droits d'accise	1 972	2 975	11 621	12 522	7.8
Total des recettes fiscales	10 970	12 703	57 958	61 529	6.2
Recettes non fiscales	687	473	2 725	3 045	11.8
Total des recettes budgétaires	11 657	13 176	60 683	64 574	6.4

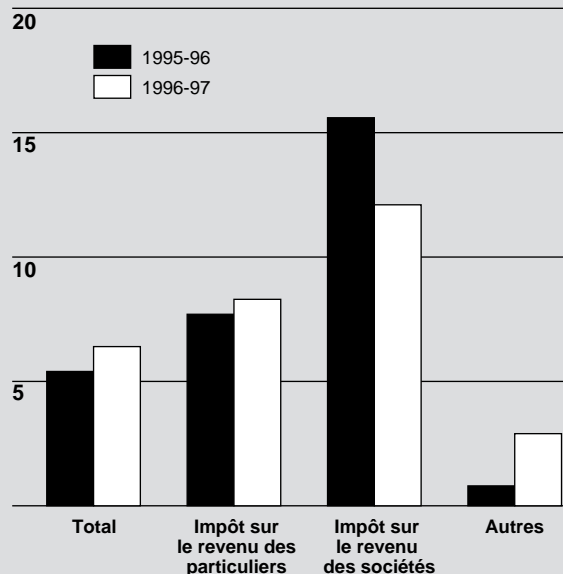
Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés sont sensiblement plus élevées que l'an dernier. Cette situation est toutefois principalement attribuable à la procédure de versement imposée aux sociétés et du niveau inférieur des bénéfices des sociétés par rapport à l'an dernier. Les acomptes provisionnels mensuels d'impôt des sociétés sont fondés sur l'impôt à payer pour l'exercice précédent ou sur l'estimation de l'impôt de l'exercice en cours, avec redressement à la date de production, c'est-à-dire à la fin de l'exercice. En 1995-96, les acomptes provisionnels mensuels se fondaient sur l'impôt à payer en 1994, tandis que les acomptes actuels sont fondés sur l'impôt à payer en 1995. L'impôt à payer au titre de 1995 a largement dépassé celui de 1994 et il intervient pour l'augmentation d'une année sur l'autre des acomptes versés jusqu'à ce jour. Tel qu'indiqué dans La mise à jour économique et financière, les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés pour l'ensemble de l'année ne devraient que légèrement dépasser celles de la fin de l'exercice 1995-96.

Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard de dollars en raison d'une baisse des taux de cotisation en 1996 et de la réduction, depuis janvier 1996, des gains cotisables servant à calculer les cotisations.

Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre,
avril à septembre

variation en pourcentage



La revue financière

Le total des taxes et des droits d'accise a augmenté de 0,9 milliard de dollars :

- Les recettes nettes de TPS ont grimpé de 0,6 milliard de dollars (9,4 p. 100) d'une année sur l'autre. La majeure partie de cette augmentation est survenue en avril 1996, ce qui ne dénote pas tant une hausse des recettes de TPS en avril 1996 que la faiblesse anormale de ces recettes en avril 1995. La faiblesse sous-jacente des recettes nettes de TPS découle de celle des ventes au détail.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 19,7 p. 100, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.
- Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (16,0 p. 100). Environ les deux tiers de cette hausse sont attribuables à la reclassification de la taxe sur le transport aérien qui, depuis avril 1996, est comptabilisée dans les recettes budgétaires au lieu d'être appliquées en réduction des dépenses de programmes, comme c'était le cas lors des années précédentes. Même si cette reclassification influe sur les recettes budgétaires et sur les dépenses de programmes, elle n'a pas d'incidence sur le déficit.

Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (11,8 p. 100). Cette hausse est en grande partie attribuable à la prise en compte de la deuxième tranche des recettes de seigneurage rattachées au lancement de la pièce de 2 \$. La première tranche avait été comptabilisée au dernier trimestre de 1995-96.

Baisse des dépenses budgétaires

Entre avril et septembre 1996, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de 3,8 milliards de dollars (5,0 p. 100). Cette baisse est attribuable à la diminution des frais de la dette publique et des dépenses de programmes.

Les frais de la dette publique ont fléchi de 0,7 milliard de dollars (3,2 p. 100), traduisant la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les compressions financières des gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien d'un faible taux d'inflation sont les conditions qui ont entraîné cette baisse des taux d'intérêt.

Les dépenses de programmes ont accusé une baisse de 3,0 milliards de dollars (5,9 p. 100) entre avril et septembre 1996 comparativement à la même période en 1995-96. Cette hausse est en majeure partie imputable à des mesures annoncées dans les budgets

de 1994 et de 1995 en vue de réduire et de restructurer les dépenses du gouvernement fédéral, qui influent sur toutes les principales composantes des dépenses de programmes. Cependant, certains autres facteurs ont une incidence sur la baisse enregistrée d'une année sur l'autre.

Cette situation vise tout particulièrement la diminution des transferts aux autres paliers de gouvernement. Dans le budget de février 1994, les droits des provinces au chapitre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour 1995-96 ont été bloqués au niveau de 1994-95. Par conséquent, les versements mensuels effectués en 1995-96 ont été concentrés au premier semestre de l'année, des sommes ayant été versées jusqu'à l'atteinte des plafonds imposés aux provinces. Comme il a été annoncé dans le budget de 1995, à compter de 1996-97, le RAPC et le financement des programmes établis (FPE) sont remplacés par une nouvelle subvention globale appelée Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS); la portion espèces de ce transfert est versée sous forme de mensualités égales. Les variations d'une année sur l'autre sont donc fonction non seulement des compressions, mais aussi du mode d'application des transferts mensuels aux provinces. Environ le tiers de la baisse des transferts à d'autres paliers de gouvernement observée jusqu'à présent est attribuable à ces facteurs liés au calendrier des rentrées de recettes, facteurs qui seront inversés au cours des prochains mois.

Dépenses budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre,
avril à septembre

variation en pourcentage

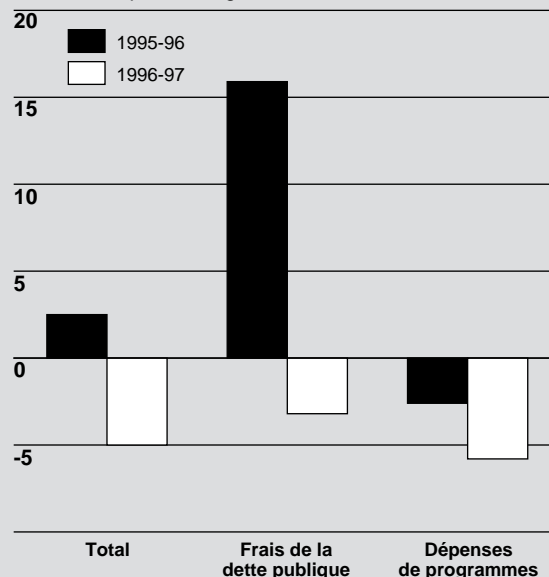


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		Variation en pourcentage
	1995	1996	1995-96	1996-97	
(en millions de dollars)					
(%)					
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 751	1 825	10 388	10 664	2.7
Prestations d'assurance-emploi	880	826	6 107	5 948	-2.6
Pensions et allocations aux anciens combattants	117	113	705	676	-4.1
Total	2 748	2 764	17 200	17 288	0.5
Autres administrations					
Transfert canadiens en matière de santé et de programmes sociaux	1 630	1 254	10 159	7 524	-25.9
Transferts fiscaux	837	804	5 034	5 136	2.0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-164	-169	-978	-1 013	3.6
Total	2 303	1 889	14 215	11 647	-18.1
Autres					
Subventions à l'agriculture	110	68	185	311	68.1
Programmes des Indiens et des Inuit	253	290	1 884	1 865	-1.0
Développement régional	40	28	145	155	6.9
Sciences et technologie	74	41	463	393	-15.1
Aide internationale	184	126	689	677	-1.7
Autres	402	457	2 461	2 075	-15.7
Total	1 063	1 010	5 827	5 476	-6.0
Total des transferts	6 114	5 663	37 242	34 411	-7.6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	90	64	613	504	-17.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	152	886	874	-1.3
Autres	116	72	609	566	-7.1
Total	381	288	2 108	1 944	-7.8
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	820	768	4 487	4 123	-8.1
Toutes les autres dépenses ministérielles	1 465	1 494	8 012	8 337	4.1
Total	2 285	2 262	12 499	12 460	-0.3
Total des dépenses de programmes	8 780	8 213	51 849	48 815	-5.9
Frais de la dette publique	3 869	3 635	23 511	22 763	-3.2
Total des dépenses budgétaires	12 649	11 848	75 360	71 578	-5.0

La revue financière

Tableau 4

Le déficit et les besoins financiers

	Septembre		Avril à septembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Déficit/Excédent	-992	1 328	-14 677	-7 004
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-159	148	177	758
Autres	744	-84	143	-334
Total	585	64	320	424
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	172	484	864	819
Comptes de pension de retraite	2 393	2 562	4 122	4 283
Autres	90	20	105	88
Total	2 655	3 066	5 091	5 190
Autres opérations	-2 088	-2 101	-3 248	-2 859
Total des opérations non budgétaires	1 152	1 029	2 163	2 755
Besoins financiers (opérations de change exclues)	160	2 357	-12 514	-4 249

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Septembre		Avril à septembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source de fonds (+) (opérations de change exclues)	160	2 357	-12 514	-4 249
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	2 394	-791	-2 578	330
Opérations de la dette non échue payable en devises étrangères	-131	-208	-655	250
Total	2 263	-999	-3 233	580
Total des besoins financiers / Source de fonds	2 423	1 358	-15 747	-3 669
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	1 100	950	22 659	13 578
Obligations d'épargne du Canada	-265	-206	-2 113	-1 477
Bons du Trésor	1 400	-1 700	3 250	-13 900
Autres	-461	-735	-4 131	609
Total partiel	1 774	-1 691	19 665	-1 190
<i>Moins :</i>				
Dette non échue détenue par l'État	128	113	825	790
Opérations de la dette non échue payable en devises	131	208	655	-250
Total partiel	259	321	1 480	540
Total des opérations de la dette non échue payable en dollars canadiens	2 033	-1 370	21 145	-650
Variation de l'encaisse	4 456	-12	5 398	-4 319

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 septembre

	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	7 115	4 207
En devises	176	19
Total de l'encaisse	7 291	4 226
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	244 483	266 343
Obligations d'épargne du Canada	29 273	29 951
Bons du Trésor	167 700	152 200
Autres	3 934	3 837
Total partiel	445 390	452 331
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	169	244
Total	445 221	452 087
Payable en devises		
Obligations négociables	11 797	9 514
Effets et prêts	0	921
Bons du Canada	4 469	6 625
Total partiel	16 266	17 060
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	461 487	469 147

L'augmentation de toutes les autres dépenses des ministères est entièrement attribuable à la reclassification de la taxe sur le transport aérien. En 1995-96, cette taxe a été appliquée en réduction des dépenses de programmes, tandis qu'en 1996-97 elle est prise en compte dans les recettes budgétaires. Si l'on tenait compte de cette reclassification, cette composante enregistrerait une baisse d'une année sur l'autre.

Parmi les autres composantes importantes des dépenses de programmes, notons que les transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 p. 100 au cours des six premiers mois de 1996-97, la hausse des transferts aux personnes âgées liée à l'augmentation du nombre de personnes âgées et à la hausse des prestations moyennes ayant largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi et des pensions et allocations d'ancien combattant. La compression des dépenses a également entraîné un fléchissement des autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État et des dépenses liées à la défense.

Baisse des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice parce qu'ils englobent également les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, dotations en capital et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

D'avril à septembre 1996, les opérations non budgétaires se sont soldées par une source nette de fonds de 2,8 milliards de dollars comparativement à une source nette de 2,2 milliards de dollars pendant la période correspondante de 1995-96.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à 4,3 milliards de dollars en 1996-97, en baisse de 8,3 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

La revue financière

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Pour les six premiers mois de 1996-97, les opérations de change se sont traduites par une source nette de fonds de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un besoin net de fonds de 3,2 milliards de dollars à la même période, l'an dernier.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, opérations de change incluses, s'est chiffré à 3,7 milliards de dollars en 1996-97, en baisse de 12,1 milliards de dollars par rapport aux besoins nets en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Au cours des six premiers mois de 1996-97, le gouvernement a entièrement satisfait à ses besoins

en effectuant un prélèvement sur son encaisse (baisse de 4,3 milliards de dollars). En outre, il a réduit ses emprunts auprès du secteur privé (opérations de la dette non échue) de 0,7 milliard de dollars, comparativement à de nouveaux emprunts de 21,1 milliards de dollars pendant la même période en 1995-96.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde du Compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, éventuellement, à rembourser la dette. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
<i>Moins :</i>					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel versé aux personnes à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
Pénalités et intérêt reçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135
Gains tirés de la liquidation de participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94 et 1994-95, et 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.

Également disponible sur Internet au <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Novembre 1996

